

DECLARATION DE LA TROIKA DE LA SADC – 11/05/12

Le Comité Ministériel de l'Organe (CMO) Troïka de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) (ci-après dénommé la Troïka) félicite l'achèvement de la mission d'évaluation de l'Organisation des Nations Unies pour voir le niveau de préparation de Madagascar à organiser des élections libres et équitables. À cet égard la SADC souhaite exprimer sa gratitude pour l'excellent travail accompli par l'équipe de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'achèvement de cette étape est la dernière d'une litanie d'exemples de réussites-clés au cours des 8 derniers mois pour amener Madagascar plus près de la normalité constitutionnelle, y compris:

- 1) La signature et l'adoption de la Feuille de Route de la SADC pour mettre fin à la crise à Madagascar et la signature du Cadre de mise en œuvre par 10 des 11 acteurs politiques.
- 2) La nomination d'un Premier Ministre de consensus parmi les Mouvances d'opposition et la formation d'un gouvernement de consensus représentant toutes les parties prenantes sur une base équitable.
- 3) La mise en place d'un Parlement de consensus et la nomination du président du Congrès de la Transition parmi l'opposition
- 4) La mise en place de la CENIT
- 5) L'adoption de la loi d'amnistie

Notant ce qui précède, la Troïka reste toutefois profondément préoccupée car, s'il y a eu beaucoup de progrès pour assurer l'application progressive de la Feuille de Route, il reste d'importants défis politiques qui nécessitent une solution urgente avant que Madagascar ne puisse organiser des élections libres et équitables. Au cours des derniers mois, la cohabitation a été insuffisante entre les parties prenantes dans les institutions de la transition i.e. : le Président de la Transition, le Premier Ministre de consensus, le gouvernement de consensus et le Parlement de consensus, ainsi qu'avec les dirigeants des deux Chambres.

La Troïka implore donc les chefs de file dans le pays de faire preuve du leadership politique nécessaire pour mettre fin à l'impasse actuelle et trouver une solution dans l'intérêt de la nation Malagasy. Cela implique que les parties prenantes travaillent ensemble et agissent avec intégrité en tant que gouvernement transitoire d'union en tenant compte des intérêts de tous les Malgaches, et non en prenant des décisions isolées par pur intérêt politique.

La Troïka exhorte en outre que la loi d'amnistie adoptée par le Parlement, ainsi que tous les autres articles en instance (qui n'ont pas encore été mis en œuvre) comme stipulé dans la Feuille de Route doivent être appliqués urgemment. A cet égard, la Troïka note que la question de l'amnistie est inextricablement liée à certains des articles en instance non encore appliqués telles que l'article 20, car la question de la souveraineté doit être prise en compte.

De même, la Troïka est préoccupée par le climat politique de ces derniers jours avec les grèves et de manifestations d'étudiants. Alors que nous éprouvons de l'empathie avec certaines des questions soulevées, ainsi que l'impatience des masses étant donné qu'il y a eu plus de 3 années d'instabilité accrue, la Troïka lance un appel aux dirigeants et aux participants de ces manifestations ainsi qu'à la société civile à être disciplinée et de s'abstenir de continuer sur la trajectoire actuelle. La Troïka fait, en outre, appel aux dirigeants du gouvernement transitoire de montrer de la retenue nécessaire lors des échanges avec les étudiants, les grévistes et la société civile.

La Troïka pense que les actions mentionnées ci-dessus aboutiront une dégradation continue de la situation, déstabilisant le processus de la Feuille de Route.

La Troïka est également troublée par quelques-unes des mesures prises récemment par certains des signataires et parties prenantes à la Feuille de route, affirmant que la Feuille de Route a échoué, ce qui a encore aggravé la crise susmentionnée.

La Troïka note en outre une tendance inquiétante de certains acteurs et signataires de la Feuille de route qui ont seulement apporté un soutien partiel au processus, lorsque cela convient à leur personne et aux intérêts

de leur parti politique. La Troïka rappelle que les parties prenantes et les signataires de la Feuille de Route ont une obligation morale politique, en tant que dirigeants envoyés par leurs circonscriptions et le peuple Malgache en général, à mettre en œuvre la Feuille de Route dans son intégralité.

La Troïka demeure convaincue que la Feuille de Route est encore la seule voie légitime vers la normalité constitutionnelle et que les retards et les difficultés rencontrés actuellement et dans le passé sont liés aux intérêts personnels et des partis de certains des dirigeants des Mouvements et des parties prenantes, plutôt qu'à la Feuille de Route elle-même. Troïka est fermement d'avis que les défis peuvent être surmontés grâce à un compromis politique mûr et un consensus mutuel.

Considérant ce qui précède, la Troïka met en garde toutes les parties prenantes qu'elle prendra les clauses de pénalité nécessaires tel que stipulées dans la Feuille de Route contre toute partie prenante qui continue d'entraver l'application de la Feuille de Route.

Nous rappelons de nouveau aux parties prenantes qu'elles doivent agir non seulement en termes de la lettre de la Feuille de Route, mais plus important encore suivant l'esprit de la Feuille de Route. Cela inclut les principes de l'inclusivité, l'impartialité, l'intégrité, la crédibilité, de consensus et le plus important, le compromis.

La Troïka *[invite]* toutes les parties prenantes à être disciplinées, patientes et à faire preuve du leadership politique nécessaire en ces temps difficiles. La Troïka espère que le Président de la Transition, le Premier ministre, le gouvernement transitoire d'union, le Parlement de la Transition et tous les autres dirigeants des institutions de transition ainsi que les principaux dirigeants de Mouvements prennent rapidement l'entière responsabilité de s'assurer que Madagascar est en mesure d'organiser des élections libres et équitables dès que possible. Cela implique d'aider à instaurer un environnement politique plus positif et favorable ainsi que d'assurer la mise en œuvre rapide du plan technique pour des élections libres, justes et crédibles, tel que stipulé par l'équipe de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

La Troïka constate que Madagascar est à un carrefour critique et nous ne pouvons pas nous permettre de perdre les progrès réalisés. La Troïka insiste en outre que, comme le leadership déployé, toutes les parties prenantes ont une responsabilité non seulement envers leur propre circonscription, mais au regard de l'avenir de la nation malgache dans son ensemble. Leurs actions et inactions futures se traduira dans leur pays soit par un progrès vers la voie de la prospérité ou par une spirale vers le bas sur la voie de la pauvreté.

En conclusion, la Troïka de la SADC implore donc les dirigeants des Mouvements, les intervenants et les signataires ainsi que tous les autres dirigeants de la société civile d'être décisifs, courageux et audacieux, ce implique parfois de prendre des décisions impopulaires mais qui seront dans les meilleurs intérêts de la nation malgache dans son ensemble et non pour le seul intérêt de leurs partis politiques.

En allant de l'avant, la Troïka en appelle urgemment à la communauté internationale de fournir l'assistance technique et les soutiens nécessaires en termes de compétence pour veiller à ce que Madagascar tienne des élections libres, justes, crédibles et impartiales dans les meilleurs délais.

À cet égard, la Troïka de la SADC va convoquer d'urgence des réunions de toutes les institutions multilatérales concernées (SADC, UA, UE) et des participants internationaux, qui ont, jusqu'à ce jour, donné leur plein appui à la Feuille de Route, pour que Madagascar s'accorde à propos d'une date pour de la tenue d'élections libres, justes et crédibles.

Publié par le Bureau de Liaison de la SADC